



Budget 2018 (tout roule!)

Maître Alain Steichen
Professeur-associé à l'Université de Luxembourg

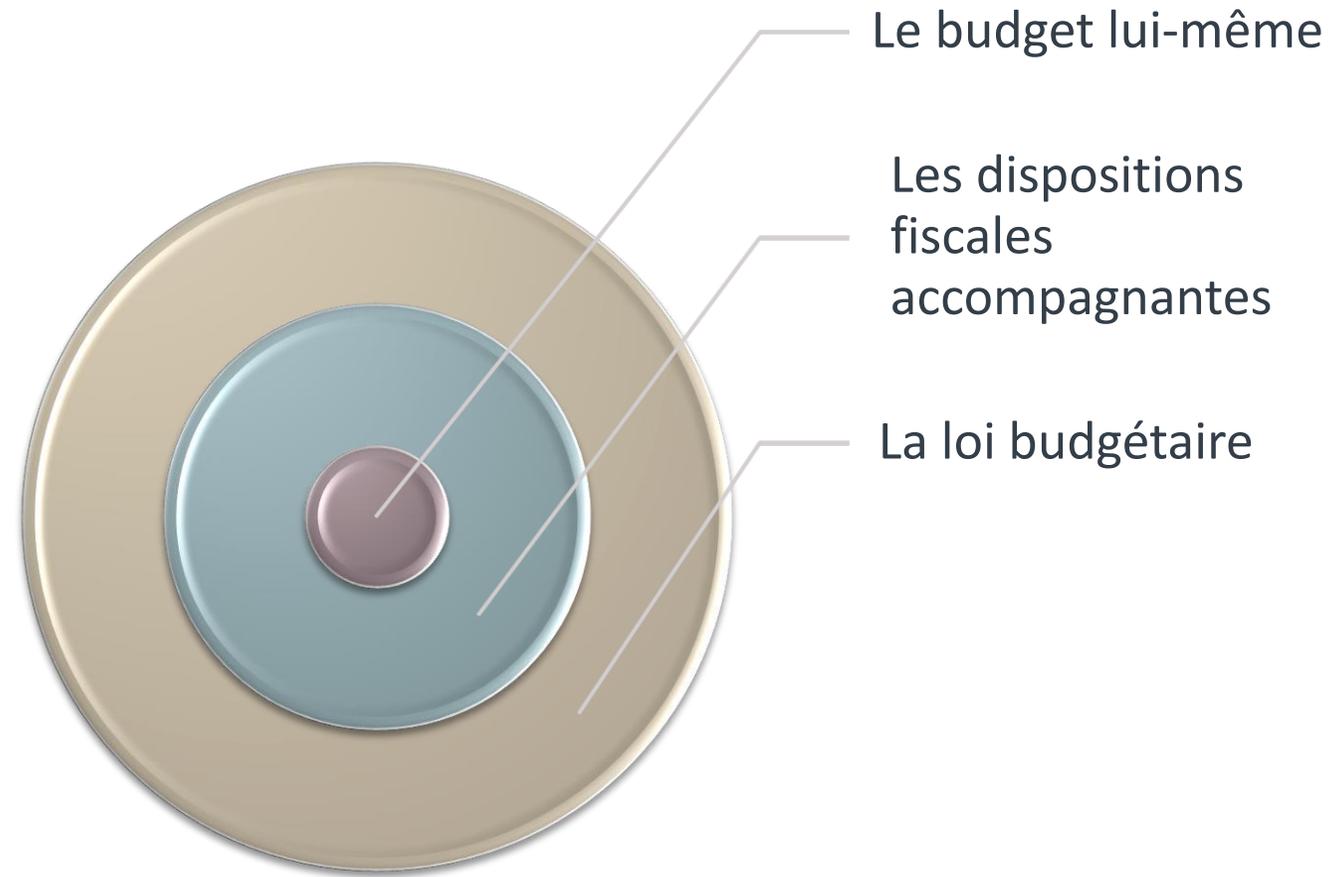
BSP BONN STEICHEN & PARTNERS

MEETINGS
FISCALITÉ LUXEMBOURGEOISE ET INTERNATIONALE
22^e Conférence annuelle

13 décembre 2017

www.bsp.lu

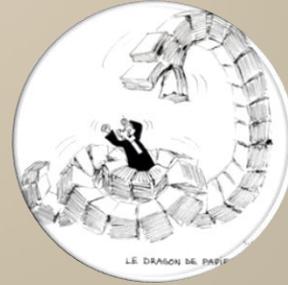
Le projet de budget



Les classes d'impôt



Pour les résidents et les non-résidents mariés, possibilité d'opter ultérieurement pour une **individualisation** ou de revenir sur le choix du taux (i.e. imposition collective).



Pour les non-résidents dont la somme des revenus nets non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois est **inférieure à 13.000 euros**, introduction de la possibilité de demander l'assimilation aux résidents.



Pour les non-résidents, les 50 premiers jours non imposables au Luxembourg en vertu d'une convention contre la **double imposition** seront assimilés aux revenus imposables au Luxembourg pour les besoins de l'assimilation à un résident.

Écologie

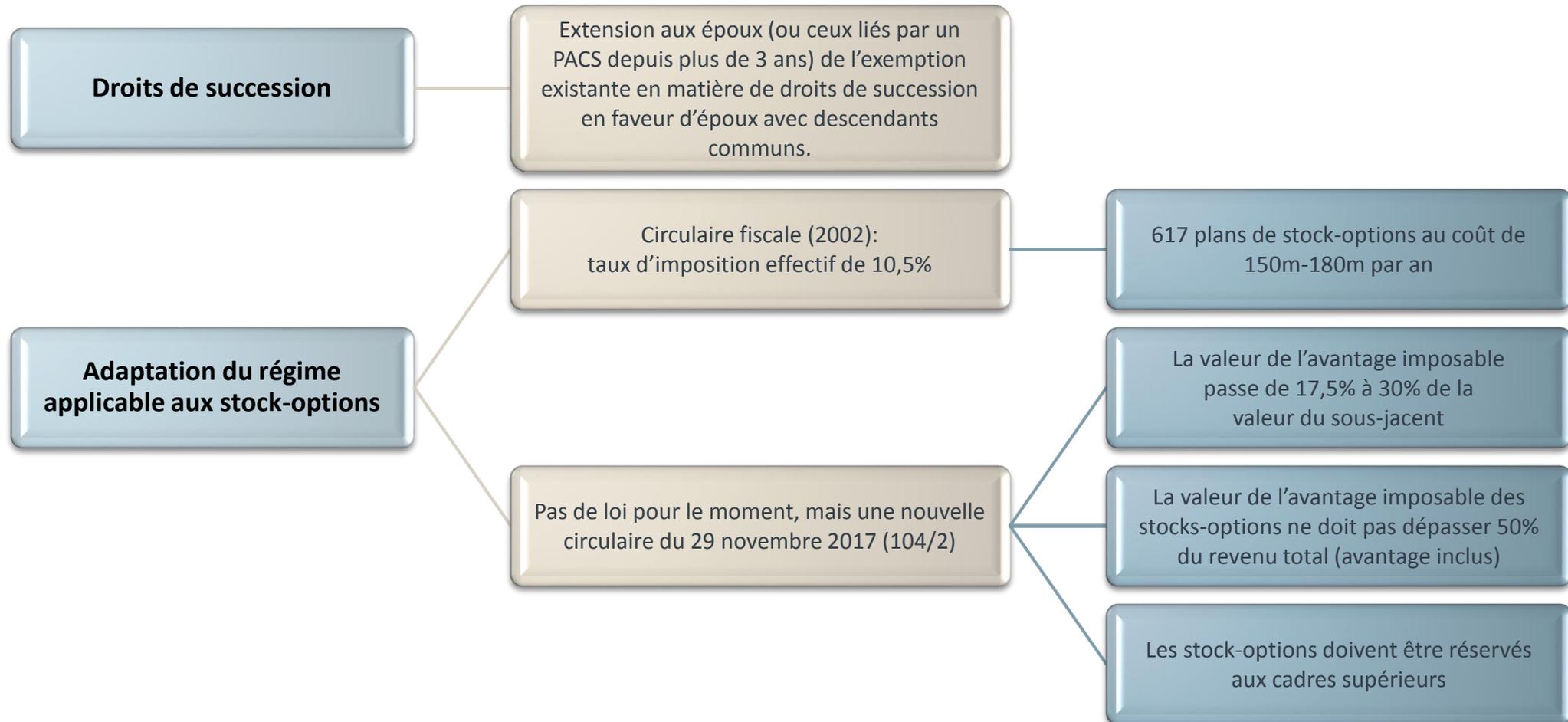
Pour les **personnes physiques** :

Introduction d'un **abattement de 2.500 euros** pour les voitures hybrides à usage individuel dont les émissions **ne dépassent pas < 50 g CO2/km**.

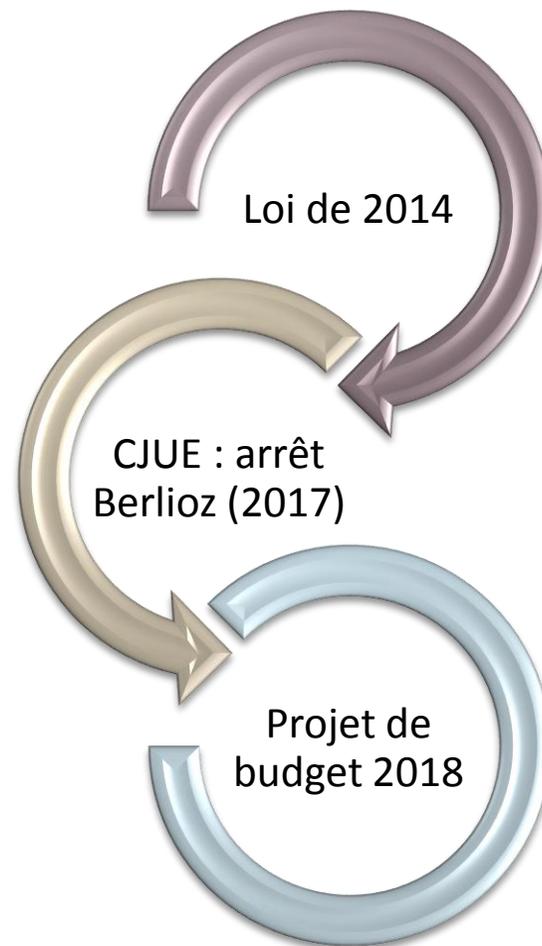
Pour les **entreprises** :

Introduction d'une **bonification d'impôt** pour investissement pour les voitures électriques **à zéro émissions ou à pile combustible à hydrogène**.

Justice fiscale



Échange de renseignement fiscal



- Abolition du **droit de contester** la demande d'échange de renseignements
- Recours uniquement contre le **montant de l'amende**
- Charte européenne des **droits fondamentaux**
- Le caractère « **vraisemblablement pertinent** » de la demande doit pouvoir être contrôlé
- Le contribuable pourra : vérifier par lui-même l'**identité** du contribuable visé, et la **finalité fiscale** de la demande
- Le juge de l'impôt pourra accéder à tout le dossier et vérifier que la **demande n'apparaisse pas de manière manifeste**, comme étant dénuée de la pertinence vraisemblable exigée par les conventions D.I.

Les grands équilibres budgétaires (2008-2017)



Déficit administration publique

- Limite de droit communautaire :
./ 3% PIB
- Déficit effectif :
toujours < 3%



Objectif budgétaire à moyen terme (« OMT »)

- Minimum de droit communautaire ;
- 0,5% PIB
- Solde effectif :
> - 0,5%



Dettes publiques

- Limite de droit communautaire :
60% PIB
- Dette effective :
+/- 22%

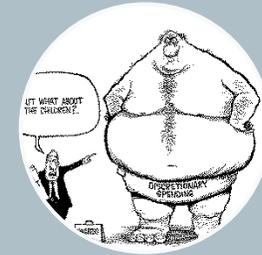
Budget 2018



État central :
./ 0,8mrd



Administration publique :
+ 0,2mrd



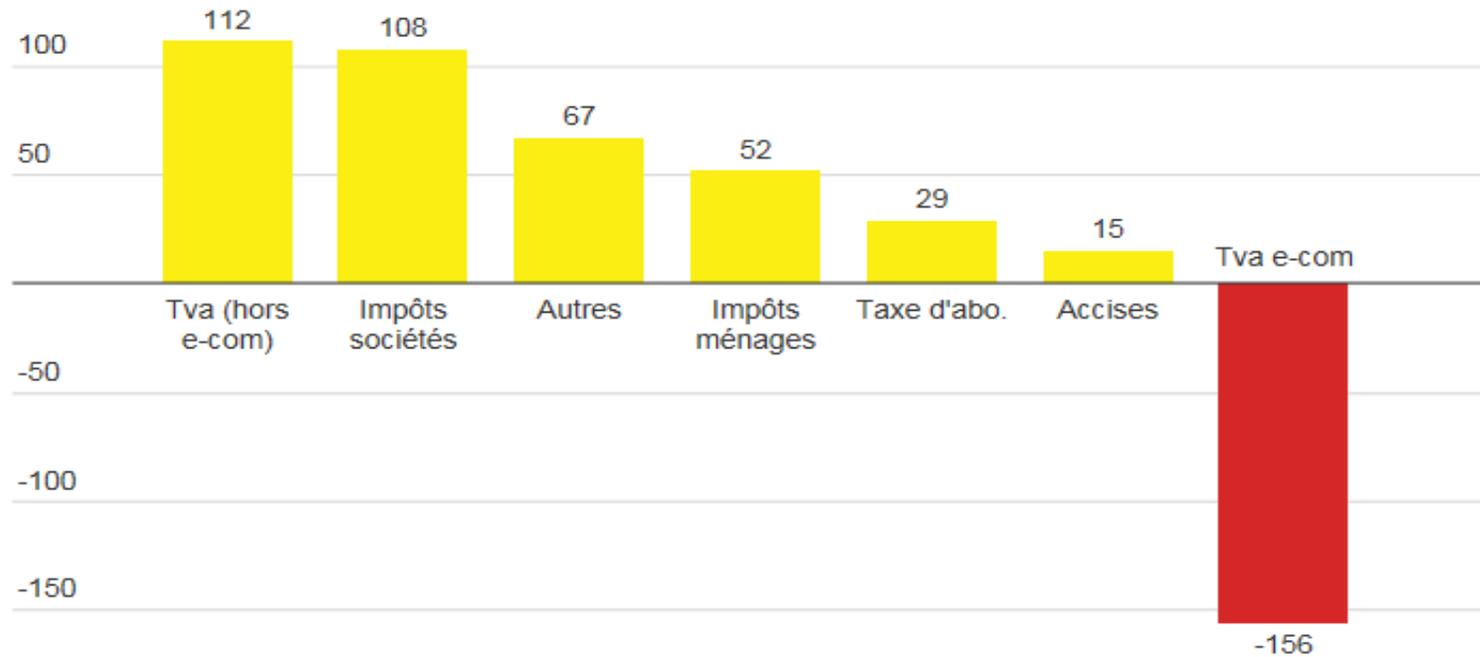
Sécurité sociale :
+ 1mrd



Les recettes fiscales en 2017

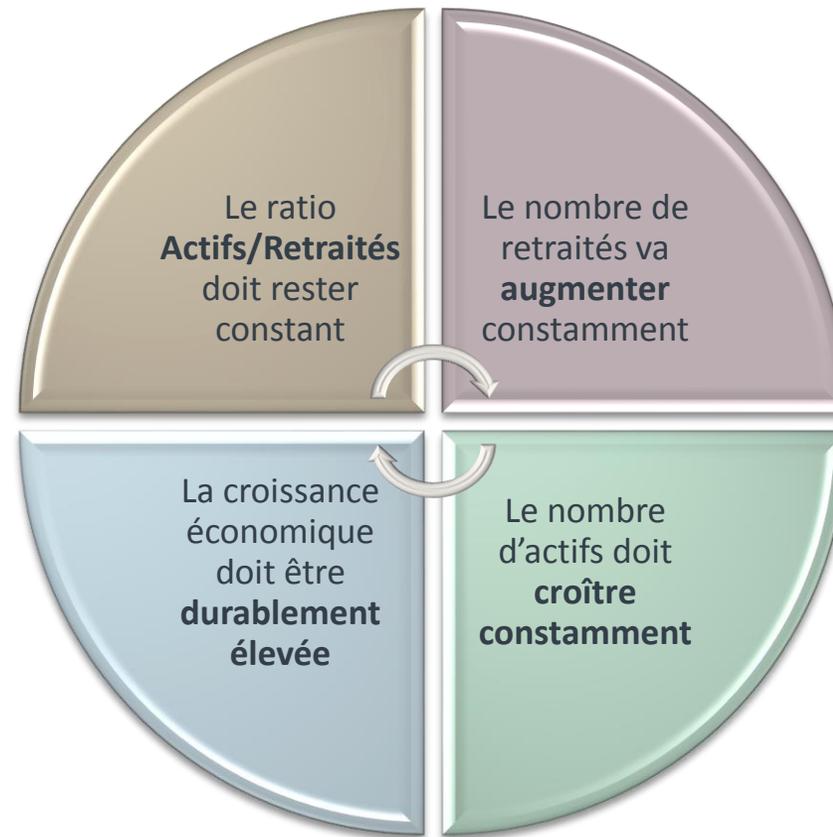
Répartition des recettes de l'État

Données exprimées en millions d'euros au cours du premier semestre 2017.

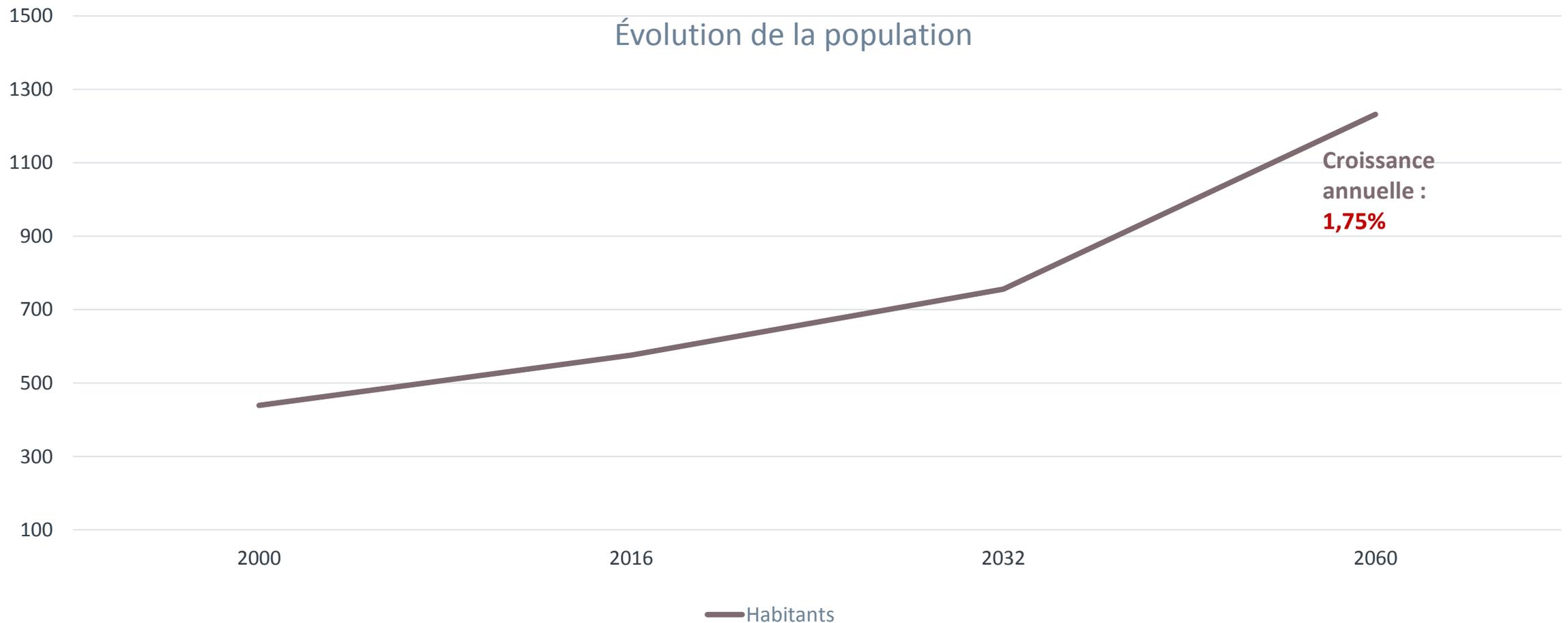


Source: Administrations fiscales, Statec • Created with Datawrapper

La viabilité à terme du système des pensions: le besoin de croissance économique (de l'emploi)



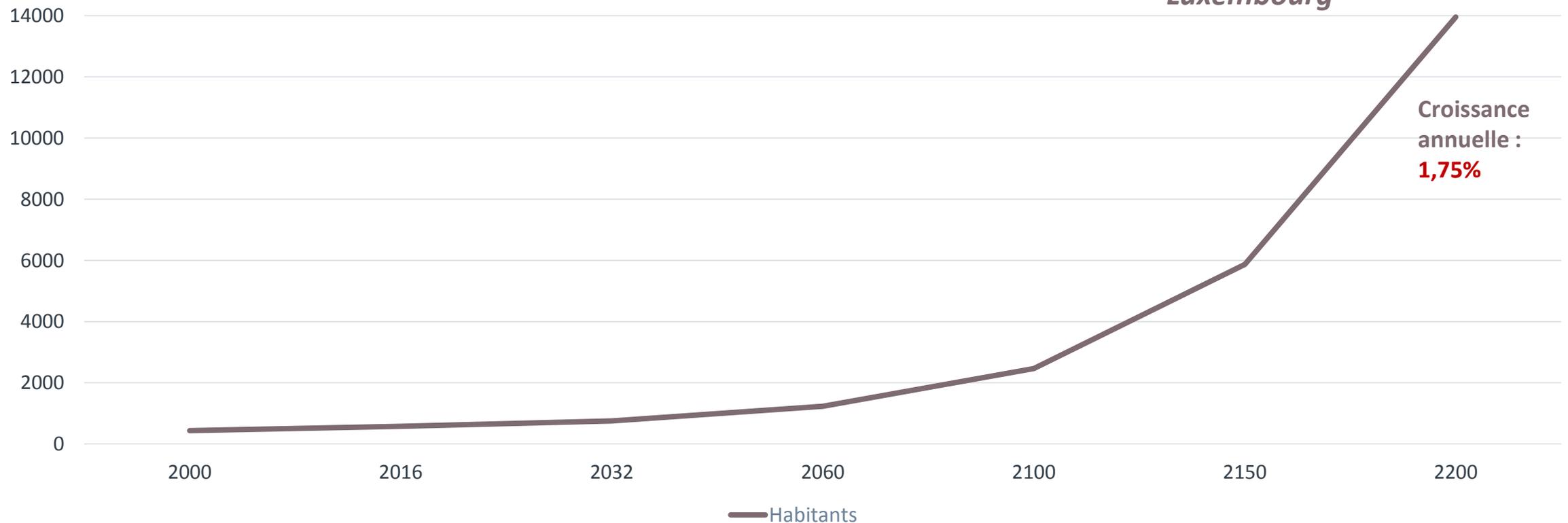
La future taille du pays



Les pensions : du « Ponzi » !

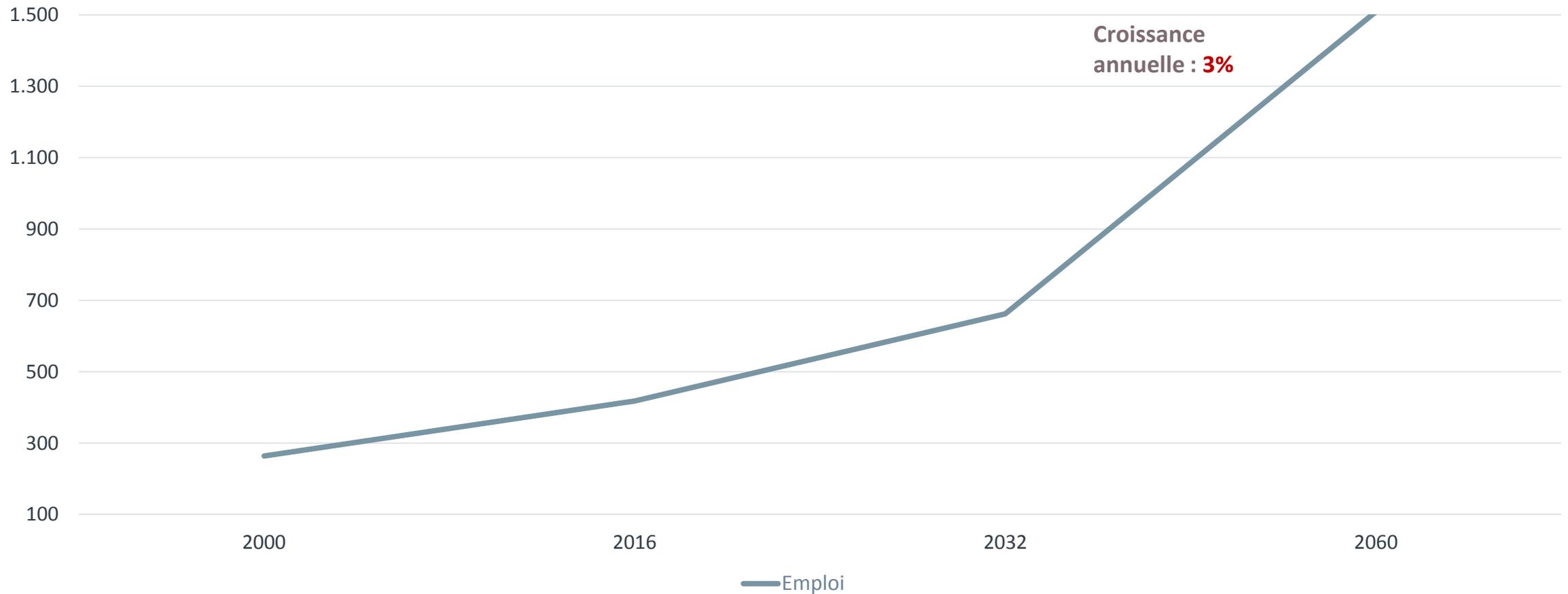
Évolution de la population

*L'équivalent du
nombre d'habitants de
la Belgique au
Luxembourg*



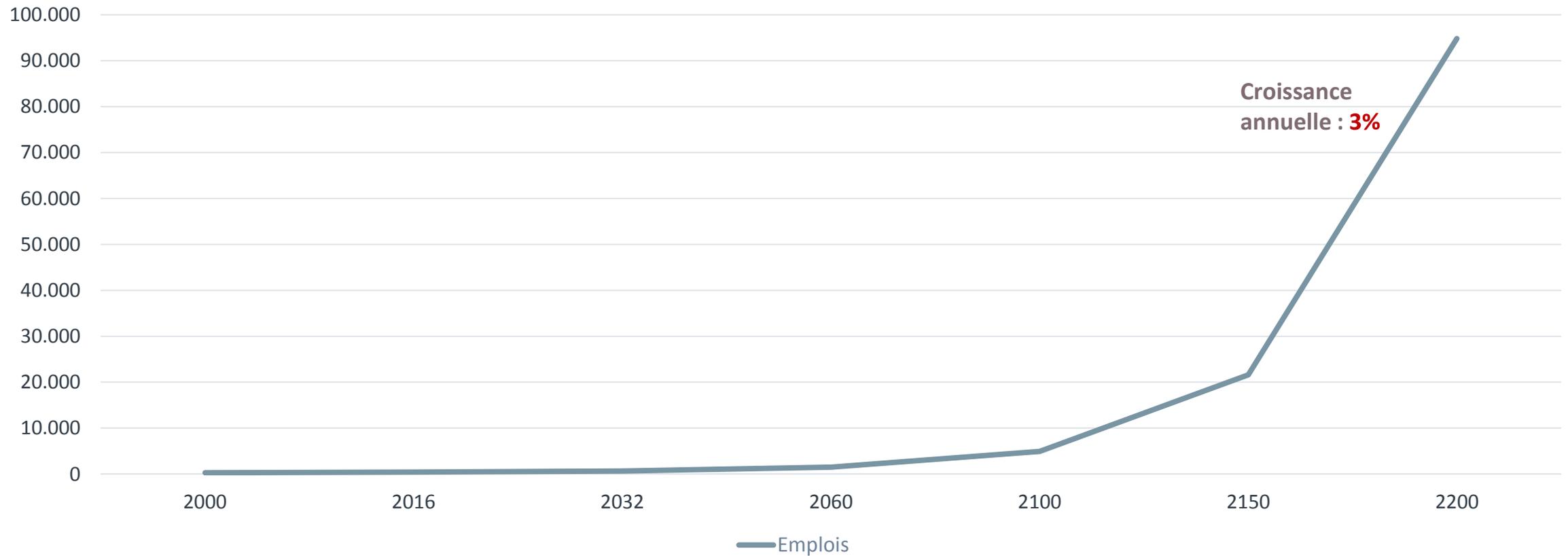
Les pensions : du « Ponzi » ?

Évolution de l'emploi



Les pensions : du « Ponzi » !

Évolution de l'emploi



Les pensions : du Ponzi !

En
2200

Nous aurons la taille de la **Belgique** en termes de population

L'effectif de nos frontaliers sera égal à la taille des populations actives **allemandes et françaises réunies**

Mais comme disent certains ministres luxembourgeois :
« à long terme nous serons tous morts, ... »

Merci pour votre attention.

Des questions?

B S P BONN STEICHEN & PARTNERS

Avocats - www.bsp.lu

2, rue Peternelchen | Immeuble C2 | L-2370 Howald | Luxembourg

T. +352 26025 - 1 | F. +352 26025 - 999

Alain Steichen - Associé – asteichen@bsp.lu